
Renvoi au comité de salut public de la proposition faite par Merlin (de Thionville) de saisir les subsistances trouvées en pays ennemi, lors de la séance du 19 nivôse an II (8 janvier 1794)

Citer ce document / Cite this document :

Renvoi au comité de salut public de la proposition faite par Merlin (de Thionville) de saisir les subsistances trouvées en pays ennemi, lors de la séance du 19 nivôse an II (8 janvier 1794). In: Tome LXXXIII - Du 16 nivôse au 8 pluviôse An II (5 au 27 janvier 1794) p. 121;

https://www.persee.fr/doc/arcpa_0000-0000_1961_num_83_1_35681_t2_0121_0000_4

Fichier pdf généré le 15/05/2023

Les éléments sont d'accord avec nous pour faire la guerre aux traîtres; Le Rhin vient d'engloutir cinq cents émigrés qui fuyaient de Wissembourg pour aller rejoindre l'armée délabrée de Condé. (*Applaudissements*).

Les officiers municipaux et le commandant de Lauterbourg ont osé nous demander une amnistie pour les habitants de cette ville qui ont suivi les infâmes Autrichiens dans leur fuite. Notre réponse a été de les faire arrêter eux-mêmes, et leur conduite sera examinée de manière à faire connaître aux lâches et aux traîtres qu'ils n'ont que la mort à attendre de la république. (*Applaudissements*).

Philippe Petit, maréchal-des-logis dans les hussards de la Liberté, qui a tué un prêtre émigré, vous envoie l'argent (1), le calice de ce coquin pour en faire tuer d'autres. On trouve sur tous les chemins des cervelles d'émigrés qu'ils se sont fait sauter eux-mêmes de désespoir. *Vive la république!* »

BAUDOT et LACOSTE.

« P.-S. du 15 nivôse. A l'instant, chers collègues, nous recevons une nouvelle de la plus grande importance; le fameux poste de Kaiserslautern est en notre pouvoir. *Vive la république!* »

La lecture de cette lettre est très souvent interrompue par de vifs applaudissements et des cris de Vive la République! tant par les membres de la Convention que par les citoyens des tribunes.

Un membre [MERLIN (de Thionville)] observe que, pour anéantir les despotes, il faut leur ôter le moyen de nuire à la République. « Lorsqu'ils ont souillé le territoire de la liberté, ils ont enlevé les vivres, les chevaux, & n'ont laissé au malheureux laboureur qu'un peu de pommes de terre pour vivre. A mesure, a-t-il dit, que les armées républicaines s'avanceront dans le pays ennemi, faisons retirer sur le derrière tout ce qui peut nous servir. »

Il demande le renvoi de la proposition au comité de salut public (2).

MERLIN (de Thionville). Je demande la parole sur la lettre de l'armée du Rhin. Citoyens, si l'année dernière nos succès n'ont été qu'éphémères, si nous avons été repoussés avec autant de promptitude que nos triomphes avaient été étonnants, nous devons l'attribuer sans doute à la perfidie des généraux qui trahissaient alors la république, trop généreuse et trop confiante, et à notre système de philanthropie universelle et cosmopolite. *Salus ex inimicis nostris*. Recevons une leçon de nos ennemis. Les Prussiens, maîtres d'une partie de notre territoire dans les départements du Rhin et de la Moselle, n'ont rien laissé aux cultivateurs; chevaux, voitures, bestiaux de toute espèce, munitions de bouche et de guerre, ils prirent tout, ils firent même rentrer dans l'intérieur de leurs terres vos ré-

(1) P.V., XXIX, 105.

(2) P.V., XXIX, 74. Minute de la main de Merlin (C 287, pl. 855, p. 8). Copie dans AF_{II} 28, pl. 226, p. 61. (Cette copie comporte les variantes suivantes: ligne 2: « ôter tous les moyens de nous nuire; il faut faire ce qu'ils ont fait lorsqu'ils ont souillé le sol de la Liberté »; ligne 5: « vivre à mesure, a-t-il dit, que les armées... »; ligne 6: « les dernières »).

quisitions de citoyens; aujourd'hui, servons-nous des mêmes moyens contre eux, et la liberté règne pour jamais en vainqueur sur les tyrans du monde. Voulons-nous sincèrement être libres; mettons nos ennemis hors d'état de nous ravir encore nos avantages. Eh bien! c'est en leur ravissant les moyens de continuer la guerre que nous y parviendrons; que nos armées s'avancent dans le pays des despotes, prenons leurs villes, j'y consens, mais qu'à l'instant leurs fortifications, leurs casemates, leurs mines aillent effrayer les nues avec leurs ruines; que le Rhin, coulant dans ces abîmes nouveaux, y fasse des lacs qui disent à la tyrannie quelle est notre force et notre politique. A la tête de la France entière, de cette armée de toute la nation appuyée sur ses armes, la Convention nationale défendra de rétablir des fortifications, qui, sans effrayer des hommes libres, peuvent donner des inquiétudes à un peuple qui a le droit de s'en dégager. Je veux être Français, républicain libre et toujours libre; avant de vouloir donner la liberté à d'autres, je veux jouir de la constitution, qui ne peut faire mon bonheur que quand je jouirai de la paix, que quand les lois révolutionnaires ne seront plus indispensables. Je ne suis point Anarcharis, j'aime exclusivement mon pays; qu'il soit heureux avant que nous nous occupions de la politique des autres. Ne vous y trompez pas, mes collègues; façonnés au joug, les habitants de la Germanie préfèrent sa chaîne, son apathie, à la liberté, le calme de la servitude aux orages de la liberté. Il y a peu de patriotes en Allemagne, et leur sort jusqu'ici n'engage pas les autres à se déclarer; l'expérience force ma véracité à vous tenir ce langage. Soyons heureux chez nous, c'est le moyen de révolutionner les autres peuples en leur faisant envier notre sort.

Je crois donc que notre système actuel doit être celui-ci: rentrons tous ce qui peut servir à nos ennemis dans l'intérieur de la république, chevaux, bestiaux, fer, or, argent, munitions de bouche et de guerre, que tout cela vienne nous servir à prendre les citadelles de nos ennemis; faisons sauter leurs fortifications autour de nous; défendons-leur de les rétablir; restons fermes sous nos armes et sur nos charrues; jouissons de nos avantages, du bonheur et de la constitution; et si l'on ose nous troubler, alors nous porterons le fer et la flamme jusque sur les trônes, parce que rien ne pourra nous arrêter. Attenter à la liberté d'un peuple est le plus grand des forfaits: le fer et le feu sont donc le moyen juste de punir les coupables; les peuples s'en plaindront, eh bien! qu'ils abattent leurs rois! Je demande que chacun de nous médite ces observations; et si l'on nous propose d'étendre le territoire de la république, que l'on soit en état d'en faire de nouvelles. Au surplus, j'approuve la conduite de mes collègues Lacoste et Baudot, et je demande le renvoi de leur lettre au comité de salut public. Je désire qu'il approuve mes réflexions et que telle soit sa politique. Je le répète, mon expérience me dit que c'est la seule sûre et la seule capable d'amener le bonheur et la paix publique. (1)

(1) *Mon.*, XIX, 162. Mention ou extraits dans *Débats*, n° 476, p. 273; *C. univ.*, 21 niv., p. 3; *J. Lois*, n° 468; *J. Sablier*, n° 1064; *M.U.*, XXXV, 316; *C. Eg.*, n° 509, p. 68; *Abrév. univ.*, p. 1499; *Batave*, p. 1323; *J. Fr.*, n° 472; *J. Perlet*, p. 315; *J. Paris*, p. 1506; *Mess. soir*, n° 509.